

N° DP 24/723

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN PETIT TRAIN AVEC BUVETTE HYERES-LES-PALMIERS PARC OLBIUS RIQUIER

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la mise en concurrence publiée le 8 janvier 2024 sur le site internet de la Métropole et le 19 janvier 2024 dans var matin,

VU le procès-verbal d'ouverture des plis du 20 février 2024,

VU la convention d'occupation temporaire, ci annexée,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a souhaité mettre à la disposition d'un professionnel, par le biais d'une convention d'occupation temporaire du domaine public précaire et révocable, un emplacement de 1530 m² situé à Hyères-les-Palmiers (83400), Parc Olbius Riquier, en vue de l'exploitation d'un Petit Train et d'une buvette,

CONSIDERANT suite à une procédure menée jusqu'à son terme, qu'une seule candidature complète a été reçue, celle de la SARL à associé unique LE PETIT TRAIN, représentée par son Gérant Monsieur Julien SAUREL, domiciliée 42 avenue Ambroise Thomas, 83400 Hyères-les-Palmiers,

CONSIDERANT qu'il y a donc lieu pour la Métropole d'autoriser la SARL à associé unique LE PETIT TRAIN, représentée par son Gérant Monsieur Julien SAUREL, domiciliée 42 avenue Ambroise Thomas, 83400 Hyères-les-Palmiers, à occuper un emplacement de 1530 m² situé à Hyères-les-Palmiers (83400), Parc Olbius Riquier, en vue de l'exploitation d'un Petit Train et d'une buvette, pour une durée de 5 ans, du 25 septembre 2024 au 30 septembre 2029, moyennant une redevance annuelle de 9 000 € TTC (neuf mille euros TTC),

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention d'occupation temporaire accordée à la SARL à associé unique LE PETIT TRAIN, représentée par son Gérant Monsieur Julien SAUREL, domiciliée 42 avenue Ambroise Thomas, 83400 Hyères-les-Palmiers, lui permettant d'occuper un emplacement de 1530 m² situé à Hyères-les-Palmiers (83400), Parc Olbius Riquier, en vue de l'exploitation d'un Petit Train et d'une buvette, pour une durée de 5 ans, du 25 septembre 2024 au 30 septembre 2029, moyennant une redevance annuelle de 9 000 € TTC (neuf mille euros TTC).

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits seront inscrits au Budget principal, section de fonctionnement, article n° 70323, opération n°60107 service foncier.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

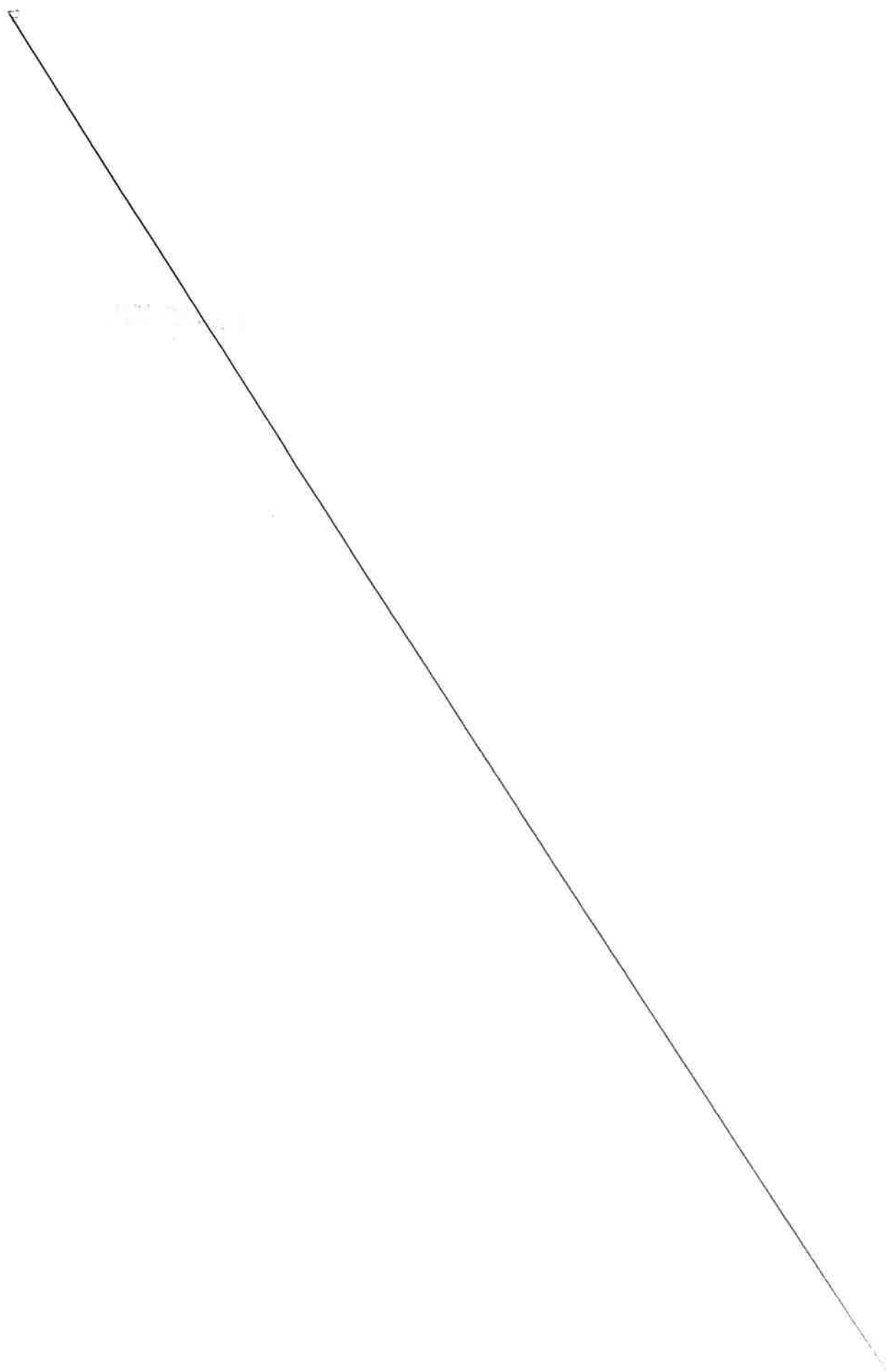
Fait à Toulon, le

12 AOUT 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée







MÉTROPOLE

Toulon Provence MÉDITERRANÉE

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU
DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN
CONSENTIE A LA SARL A ASSOCIE UNIQUE
LE PETIT TRAIN RELATIVE A UN EMPLACEMENT
POUR LA MISE EN PLACE ET L'EXPLOITATION
D'UN PETIT TRAIN ET D'UNE BUVETTE
PARC OLBIUS RIQUIER**

COMMUNE D'HYERES-LES-PALMIERS

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à Toulon, 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « la Métropole »,

D'une part

ET

La SARL à associé unique LE PETIT TRAIN, domiciliée 42 Avenue Ambroise Thomas, 83400 Hyères-les-Palmiers, représentée par Monsieur Julien SAUREL, Gérant, et immatriculée sous le numéro SIRET 797 529 286 00032,

Ci-après dénommée « l'occupant », ou le « bénéficiaire »,

D'autre part

EXPOSE PRÉALABLE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a souhaité mettre à disposition un emplacement d'une surface de 1530 m², situé Parc Olbius Riquier sur la commune de la Hyères-les-Palmiers, en vue de l'exploitation d'un Petit Train et d'une buvette.

Conformément aux dispositions des articles L 2122-1-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la Métropole a lancé une procédure d'appel à candidatures par la publication d'un avis sur le site internet de la Métropole Toulon Provence Méditerranée le 08 janvier 2024 et d'une publication dans Var Matin le 19 janvier 2024. L'ouverture des plis s'est déroulée le 20 février 2024.

Seule la candidature de la SARL à associé unique LE PETIT TRAIN ayant été réceptionnée, il y a donc lieu pour la Métropole d'autoriser cette dernière à occuper cet emplacement en vue de l'exploitation d'un Petit Train et d'une buvette.

Pour mémoire toutefois la SARL à associé unique LE PETIT TRAIN exploitait déjà cet emplacement, il s'agit par conséquent de renouveler l'exploitant déjà en place, et de poursuivre l'exploitation du Petit Train et du dispositif mobile à destination notamment de buvette qui a été installé aux frais de l'occupant et lui appartenant de plein droit.

ARTICLE 1 – OBJET

La SARL à associé unique LE PETIT TRAIN, domiciliée 42 Avenue Ambroise Thomas, 83400 Hyères-les-Palmiers, est autorisée, en vue de l'exploitation d'un Petit Train et d'une buvette qui ne pourra servir que des boissons du 1er groupe (non-alcoolisés) conformément à la définition qui en est donnée à l'article L.3321-1 du Code de la santé publique un espace de 1530 m² sur lequel seront installés conformément au plan ci-joint (cf. annexe 1) :

- Le parcours du Petit Train d'environ 155 mètres linéaires,
- Un emplacement d'environ 90 m² destiné à l'accueil du public,
- Un emplacement d'environ 35 m² destiné à l'installation d'un quai d'embarquement,
- Un emplacement pour recevoir un dispositif mobile d'une surface d'environ 37 m², dédié à la vente de rafraîchissements, friandises et petite restauration sur place ou à emporter,
- Un emplacement d'environ 90 m² destiné à l'installation d'une terrasse ouverte.

Cette occupation, conférée à titre personnel, ne saurait être modifiée (par adjonction, substitution ou autre) sans accord exprès, écrit, de la Métropole.

ARTICLE 2 – DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de **5 (cinq) ans**, du 25 septembre 2024 au 30 septembre 2029.

La présente convention, de caractère précaire et révocable, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

ARTICLE 3 – CLAUSES FINANCIERES

Redevance d'occupation :

L'Occupant versera une redevance annuelle, hors charges locatives, payable d'avance trimestriellement, conformément à la proposition présentée dans son dossier de candidature.

Le montant initial de la redevance est fixé à 9 000€ TTC (neuf mille euros TTC) par an, **soit 2250 € TTC (deux mille deux cent cinquante euros TTC) par trimestre.**

Elle sera révisée automatiquement au 1^{er} janvier de chaque année et pour la première fois le 1^{er} janvier 2025 en fonction des variations subies par l'Indice l'indice INSEE des loyers commerciaux (ILC) avec pour référence l'ILC du 3^{ème} trimestre 2023 (133,66), selon la formule :

$$R(n) = R \times (I(n) / I)$$

R(n) = redevance de l'année en cours

R = redevance initiale (9 000 € TTC)

I(n) = indice ILC du 3^{ème} trimestre de l'année précédente

I = indice ILC du 3^{ème} trimestre 2023 (133,66)

En cas de remplacement d'un indice de révision par un autre en cours d'exécution de la présente, il sera fait application de plein droit du nouvel indice de substitution édité par le Ministère de l'économie, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

Dépôt de garantie :

Il est demandé le versement d'un dépôt de garantie correspondant à un trimestre de redevances soit 2 250 € TTC (deux mille deux cent cinquante euros TTC) à la signature de la convention.

Cette somme, non productrice d'intérêts, sera remboursée à la fin de la mise à disposition.

Charges locatives :

L'Occupant fera son affaire personnelle des contrats (branchements, consommation, abonnement) d'électricité, d'eau, de téléphone, de fibre et de maintenances diverses liées au fonctionnement des équipements et matériels nécessaires à son activité.

Il fera également son affaire personnelle du nettoyage des locaux mis à sa disposition.

Impôts

L'Occupant devra seul supporter la charge de tous impôts et notamment la taxe foncière et d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

Modalités de règlement :

Le bénéficiaire acquittera cette redevance auprès de la Trésorerie municipale de Toulon, à réception l'avis des sommes à payer. Les chèques devront être libellés à l'ordre du Trésor Public.

En cas de paiement par virement bancaire merci de bien vouloir indiquer l'intitulé suivant suivi du numéro de titre : « **MTPM LE PETIT TRAIN** ».

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure

quelconque et quelle que soit la cause du retard : les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

ARTICLE 4 – CARACTERE PERSONNEL ET INCESSIBLE

La présente convention est souscrite à titre strictement personnel et sans constitution de droits réels. Elle ne saurait être cédée, louée ou déléguée, à titre gratuit ou payant. Elle fera l'objet d'une occupation et d'une utilisation directe, sans discontinuité, au nom du bénéficiaire et à la fin de la présente convention, dernier délai, dans les conditions fixées aux articles suivants.

Cette convention ne dispense pas son bénéficiaire du respect des règlements d'urbanisme, notamment en matière de délivrance de permis de construire, de déclaration préalable ou d'autorisation de travaux.

L'emplacement, objet de la présente convention, fait partie intégrante du domaine public. A ce titre, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas :

- se prévaloir de la propriété commerciale,
- mettre en gérance ou sous-louer l'emplacement,
- se prévaloir des dispositions des articles L. 145-1 à L.145-60 du Code de commerce.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'OCCUPATION

L'Occupant **est tenu d'exploiter** les espaces mis à sa **disposition à l'année** et lors de tous les **événements organisés dans le parc Olbius Riquier**.

Il s'engage à respecter les éléments indiqués dans sa candidature, notamment **les jours et horaires d'ouverture qui devront être affichés sur place et visibles en tout temps ainsi que la gamme tarifaire (cf annexe 2)**.

Compte tenu de la durée de la convention, le Bénéficiaire pourra proposer des ajustements, notamment sur les horaires d'ouverture, qui seront soumis à l'approbation expresse de la Métropole.

Le Bénéficiaire s'engage :

- à occuper les lieux conformément aux lois et règlements relatifs à son activité,
- à maintenir la parcelle, ses abords et installations en parfait état de propreté et d'entretien,
- à ne procéder à aucune extension sous peine de poursuite pour occupation sans titre du domaine public,
- à se conformer à toutes les prescriptions générales et particulières données par les agents de Toulon Provence Méditerranée,
- à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne l'hygiène, la salubrité, la police, la sécurité et la tranquillité publique, et le cas échéant le code du travail, ainsi que toute réglementation spécifique aux manèges mécaniques,
- à respecter l'objet de l'occupation telle que déclarée et mentionnée à la présente convention, et dans des conditions de nature à ne troubler ni l'ordre public, ni la quiétude des habitants du voisinage,
- l'arrêté municipal n°190 du 23 janvier 2023 prévoyant notamment les horaires d'ouverture et de fermeture du Parc Olbius Riquier (cf. annexe 3),

- à être régulièrement inscrit au registre du commerce ou des métiers pour l'activité qu'il exerce et à respecter la réglementation en vigueur notamment en matière d'hygiène alimentaire et de normes sanitaires,

L'emplacement et ses abords resteront dans un état de parfaite propreté en tout temps. A cet effet, l'occupant prendra en charge les déchets et l'installation de poubelles et/ou de conteneurs.

Pour assurer cette exploitation le bénéficiaire fera son affaire personnelle, sans engagement d'aucune sorte de la Métropole et en conformité avec les lois et règlements en vigueur, de l'aménagement de la dépendance du domaine public communal ainsi que du mobilier et matériel nécessaires à l'exploitation.

Le bénéficiaire devra se conformer aux lois et règlements en matière de sécurité, législation du travail, prix, hygiène, urbanisme etc...

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge de l'Occupant qui en aura également l'entretien et en assurera la responsabilité. Il s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie précédemment.

Le bénéficiaire fera son affaire personnelle et sans engagement d'aucune sorte de la Métropole de son inscription au Registre du Commerce et des Sociétés, qu'il devra maintenir de façon continue jusqu'à l'expiration de la présente, et plus généralement de toutes les autorisations administratives permettant d'assurer l'ouverture et l'exploitation de l'activité faisant objet de cette convention et ce en conformité avec la législation en vigueur.

Le bénéficiaire devra respecter le règlement intérieur du parc Olbius Riquier et notamment obtenir l'autorisation d'entrer dans le parc pour les véhicules de livraison destinés à l'approvisionnement.

L'activité devra être arrêtée une demi-heure au moins avant la fermeture du parc. En cas de fermeture du parc sans préavis pour raisons climatiques, le bénéficiaire ne pourra prétendre à aucun dédommagement.

Tous les tarifs doivent faire l'objet d'un affichage dans les lieux où la prestation est proposée au public. Cet affichage doit consister en l'indication sur un document unique de la liste des prestations offertes et du prix de chacune d'elles. Le document doit être lisible de l'endroit où la clientèle est habituellement reçue.

Les droits et obligations des deux parties contractantes sont réglés conformément au droit général des contrats administratifs portant occupation du domaine public pour tout ce qui n'est pas prévu dans la présente convention.

ARTICLE 6 – JOUISSANCE DES LIEUX ET ETAT DES LIEUX

6-1 : Jouissance des lieux

Le bénéficiaire prendra l'emplacement dépendant du domaine public métropolitain dans l'état où il se trouve le jour de son entrée en jouissance sans pouvoir exiger aucune remise en état ou réparation, ni faire aucune réclamation à ce sujet pour quelque motif que ce soit, même en cas de force majeure ou pour toutes autres causes quelconques intéressant l'état de cet

emplacement et notamment en raison de la nature du sol, du sous-sol ainsi que pour toutes autres raisons.

Le bénéficiaire ne pourra réaliser aucune construction fixe à caractère définitif sans l'accord écrit de la Métropole et sans obtention préalable des diverses autorisations d'urbanisme auprès de la Commune.

Il ne sera pas admis à réclamer des indemnités quelconques, sous quelque prétexte que ce soit (erreurs, omission, défaut de désignation, vice caché, mauvais état du sol, sous-sol...). Il ne devra ni modifier la distribution des lieux, ni effectuer ou autoriser construction ou démolition sans autorisation préalable et écrite de la Métropole.

L'Occupant et ses entrepreneurs seront tenus de respecter les consignes qui leur seront données par les services compétents de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour le fonctionnement des chantiers et le respect des règles de sécurité.

6-2 : Etat des lieux

Avant l'entrée en jouissance, il sera établi un procès-verbal d'état des lieux constatant les aménagement et installations réalisées contresignés par les deux parties.

Après toute modification des lieux intervenant après l'entrée en jouissance par l'Occupant, par changement, adjonction, suppression, un état des lieux complémentaire sera établi.

En fin d'occupation, l'espace mis à disposition devra être libre de toute occupation et remis dans son état initial au frais de l'occupant, un procès-verbal de constat sera dressé de manière contradictoire. L'occupant fera son affaire personnelle du retrait de toutes les installations relatives au Petit Train, du kiosque et de la remise en état de l'espace alloué. A défaut les travaux de remise en état seront réalisés par la Métropole et refacturé à l'occupant.

ARTICLE 7 – TRAVAUX

La buvette installée au seul frais de l'occupant n'est pas propriété de la Métropole et devra être retirée en fin d'occupation. Les aménagements de réhabilitation et de mise aux normes seront à l'entière charge de l'occupant qui devra, le cas échéant, déposer une déclaration préalable auprès du Service Urbanisme de la Commune.

L'Occupant aura l'obligation de se conformer aux exigences réglementaires applicables à son activité, notamment en matière de normes d'hygiènes et de sécurité.

L'occupant fera son affaire de l'aménagement mobilier intérieur et extérieur. Il devra veiller à la bonne harmonie du mobilier d'extérieur installé en terrasse avec l'ensemble du parc. Le matériel d'équipement (tables, chaises, parasols) en terrasse devra être de qualité, sobre, élégant.

L'Occupant exécutera lui-même ou fera exécuter, sous sa seule responsabilité, par la personne de son choix et à ses frais, les travaux ayant reçu les autorisations préalables de la Métropole.

En dehors des travaux de maintenance ordinaire, l'Occupant ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, autres que ceux mentionnés énoncés ci-dessus ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

L'Occupant devra faire son affaire de toutes les autorisations légales et réglementaires en vigueur et se soumettra à tout règlement, notamment en ce qui concerne l'urbanisme, la protection de la santé publique, la sécurité, de manière à ce que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée de quelque manière que ce soit.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

L'Occupant fournira dès son **entrée dans les lieux et chaque année, au plus tard le 15 août**, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

8-1 : Polices d'assurances

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

L'Occupant est tenu d'assurer lui-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les locaux, dépendances et terre-pleins attribués.

8-2 : Sinistre

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, l'Occupant ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

8-3 : Indemnisation

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

La Métropole ne pourra en aucun cas et à aucun titre, être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournements dont l'Occupant pourrait être victime dans les locaux loués.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITÉ DE L'OCCUPANT

L'Occupant :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile du propriétaire pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- déclare être à jour de ses inscriptions au registre du commerce et de toutes ses déclarations d'employeur,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 10 – EXECUTION DE TRAVAUX PAR LA METROPOLE

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit pour permettre l'aménagement des abords de l'espace mis à disposition, soit pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de les faire exécuter si besoin est. Dans ces éventualités, l'Occupant ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction de redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

ARTICLE 11 – RENOUELEMENT

La présente autorisation, **de caractère précaire et révocable**, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

Aucun renouvellement ultérieur ne sera consenti à un Occupant d'une autorisation d'occupation temporaire ayant fait l'objet d'une révocation ou d'une résiliation.

ARTICLE 12 – CESSATION

Toute cessation, ou cession de commerce, devra être signalée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Le bénéficiaire de la convention sera alors tenu de demander la résiliation de la présente convention. A défaut, il continuera d'être redevable des droits d'occupation.

La cessation de l'occupation implique obligatoirement le rétablissement des lieux en leur état initial par les soins et aux frais du Bénéficiaire (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). A défaut d'exécution, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée à se substituer à lui et à ses frais.

1°/ La cessation à l'initiative du bénéficiaire

A la demande du bénéficiaire, la cessation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception acceptée par la Métropole, sous réserve de respecter un préavis de six mois.

2°/ La cessation à l'initiative de la Métropole

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les cas suivants :

- avec un préavis de six mois par accord amiable, par simple lettre recommandée avec accusé de réception,
- sans préavis et après mise en demeure envoyée en recommandé avec accusé de réception restée sans effet huit jours après réception en cas de :
 - non-respect ou inobservation des obligations énoncées ci-dessus,
 - non-paiement des redevances afférentes à l'occupation du domaine public,
 - si le bénéficiaire n'est plus en possession des autorisations réglementaires exigées dans le cadre de son activité,
 - est en situation de liquidation judiciaire ou condamnation pénale.

Cette résiliation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité. Elle est immédiate et ne préjuge pas des éventuelles poursuites contentieuses.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut procéder à la résiliation de la présente convention d'occupation temporaire pour cause d'intérêt général. Ce retrait intervient sur simple notification par lettre recommandée, avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité.

ARTICLE 13 – RECOURS

La présente convention peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 14 – INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

ARTICLE 15 – ANNEXES

- Plan de l'espace mis à disposition
- Jours et horaires d'ouverture, gamme tarifaire
- Règlement du Parc Olbius Riquier

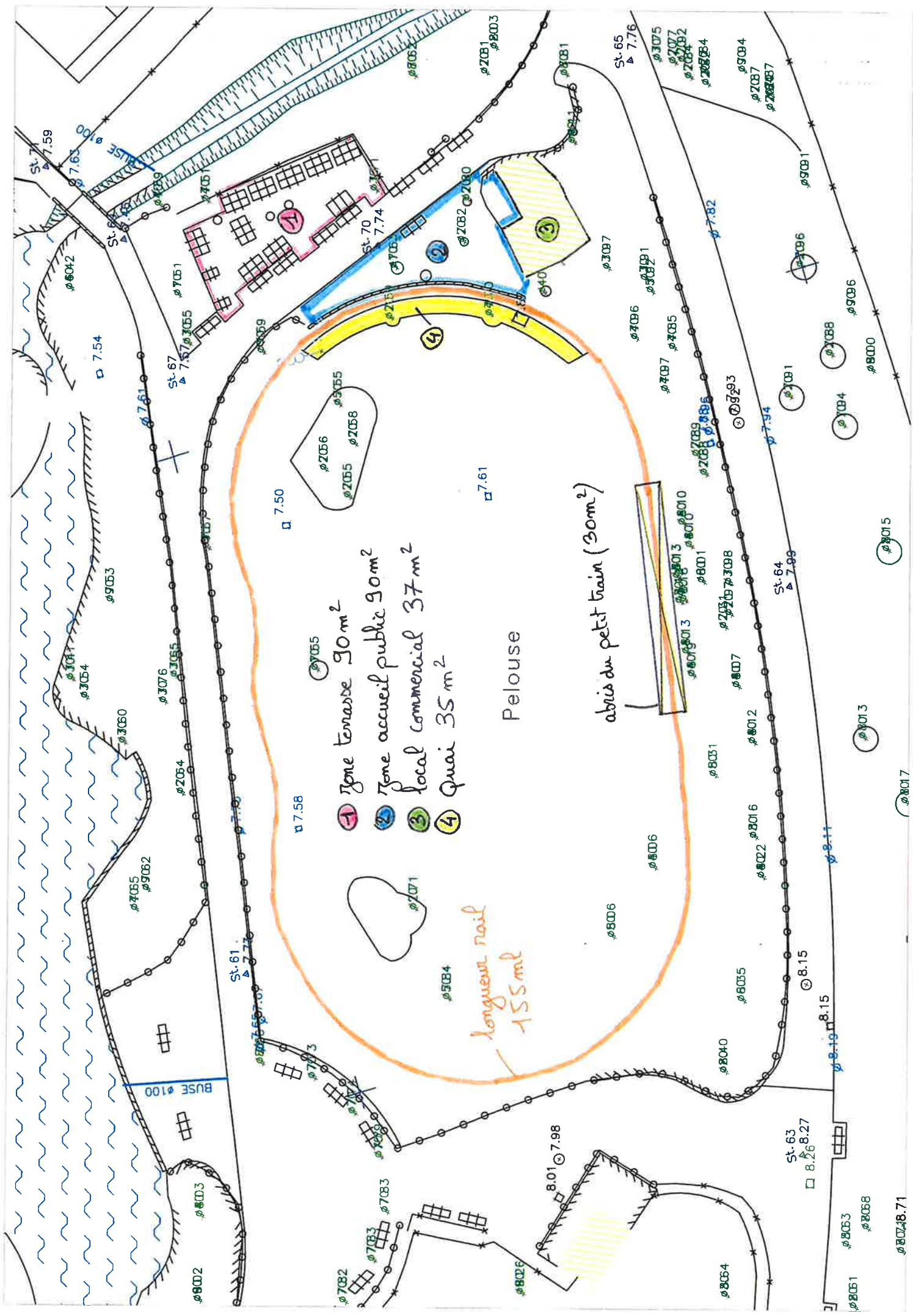
Fait à Toulon, le

Le Gérant de la SARL à associé unique
LE PETIT TRAIN,

Le Président de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée,

Julien SAUREL

Jean Pierre GIRAN



- ① zone tonnage 30m²
- ② zone accueil public 90m²
- ③ local commercial 37m²
- ④ Quai 35m²

Pelouse

abris du petit train (30m²)

longueur rail
155ml

- Un distributeur automatique de tickets de Petit Train est accessible uniquement lors des heures d'ouverture.

Afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes, notre site est placé sous vidéoprotection 24h/24 et 7j/7. (Voir copie de l'arrêté préfectoral).

Suite à sa restauration, le public peut admirer aux heures d'ouverture du jardin la première locomotive ayant circulé dans le parc en 1969 avec à ses côtés un petit panneau explicatif. Cette locomotive est également remise en fonction lors d'événement au sein du jardin.

Deux personnes travaillent à plein temps au sein de l'entreprise afin d'assurer son fonctionnement pendant et en dehors des heures d'ouverture.

VIII. Politique commerciale

Gamme tarifaire du Petit Train

- 2.50€ à l'unité
- 1.67€ en lot de 6 tickets
- 1.43€ en lot de 14 tickets
- 1.36€ en lot de 22 tickets
- 1.00€ la place pour les groupes scolaires et centres aérés à partir de 20 personnes

Les tarifs du Petit Train ainsi que ceux indiqués sur les cartes proposées à la clientèle sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'inflation, des coûts de l'énergie et des matières premières. Conscient d'une clientèle familiale et de la baisse du pouvoir d'achat nous nous efforçons de maintenir des tarifs attractifs.

Horaires d'ouverture

- Hors vacances scolaires : Mercredi, Samedi et Dimanche à partir de 10h30
- Vacances scolaires (Zone B) et Jours Fériés : Tous les jours à partir de 10h30
- Vacances scolaires (Zone A et C) : Mardi, Jeudi et Vendredi à partir de 14h30 + Mercredi, Samedi et Dimanche à partir de 10h30



Les horaires de fermeture varient en fonction des horaires de fermeture du jardin. La fermeture s'effectue au plus tard 30 minutes avant la fermeture du jardin.

Les horaires d'ouverture sont consultables en permanence par le public directement sur le lieu d'exploitation ou sur le répondeur téléphonique de l'activité mis à jour en temps réel.

L'activité est dépendante des conditions météorologiques, les horaires d'ouverture sont donc variables en fonction de la météo.

ARRETE DU MAIRE

LE MAIRE DE LA VILLE D'HYERES LES PALMIERS

POLICE MUNICIPALE

REGLEMENTATION DANS LES
JARDINS PUBLICS

- PARC OLBUS RIQUIER

Certifié exécutoire

HYERES le 1 - FEV. 2023

Par délégation

La Directrice Générale Adjointe



Ref : DCV/CG/2023/0067

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les Articles L2212-1, L2212-2 et L2212-5,

VU Le Code Pénal et notamment son article R610-5,

VU L'arrêté municipal n°666 du 8 avril 2022 portant réglementation dans les squares et jardins publics de la ville d'Hyères,

VU L'arrêté de délégation n° 908 du 8 juillet 2020 portant délégation de fonctions et de signature à M. THIEBAUD Rémy, 1^{er} Adjoint, dans les domaines suivants : Sécurité, Circulation, Stationnement, IMR, Démoustication, Santé**CONSIDERANT** qu'il convient de réglementer l'accès du public et la fréquentation des squares et jardins public,**ARRETE****ARTICLE 1** : L'arrêté municipal n°666 du 8 avril 2022 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.**ARTICLE 2** : Le jardin OLBUS RIQUIER est ouvert tous les jours suivant les horaires ci-après :

Parc OLBUS RIQUIER		
Mois	Ouverture	Fermeture
Janvier	7h30	17h00
Février	7h30	18h00
Mars	7h30	19h00
Avril	7h30	20h00
Mai	7h30	20h00
Juin	7h30	20h00
Juillet	7h30	20h00
Août	7h30	20h00
Septembre	7h30	20h00
Octobre	7h30	19h00
Novembre	7h30	17h30
Décembre	7h30	17h00

ARTICLE 3 : Nul ne pourra séjourner dans le parc et dans la serre exotique en dehors des horaires d'ouverture.**ARTICLE 4** : Le parc et/ou la serre exotique pourront être fermés sans préavis lorsque les travaux ou événements divers et intempéries l'imposeront.**ARTICLE 5** : Les enfants âgés de moins de 10 ans (dix ans) doivent être accompagnés de personnes adultes en capacité de les empêcher de commettre des infractions au présent règlement et d'assurer leur sécurité. Il est rappelé que les parents sont civilement responsables des dégâts occasionnés par leurs enfants mineurs.

Accusé de réception en préfecture
083-218300697-20230201-190-AR
Date de télétransmission : 01/02/2023
Date de réception préfecture : 01/02/2023

ARTICLE 6 : La présence de personnes sous l'emprise d'alcool ou de stupéfiants et dont la tenue ou l'attitude n'est pas correcte est interdite.

ARTICLE 7 : Il est interdit :

1. de pénétrer dans le parc avec des véhicules tels que motocyclettes, trottinettes, rollers, bicyclettes (hormis conduites à la main et vélos d'enfants équipés de stabilisateurs), sauf les véhicules destinés au service intérieur.
2. de pénétrer dans le parc avec des animaux, sauf chiens tenus en laisse courte (1.5 m maximum).
3. dans la serre exotique, tous les animaux sont interdits même tenus en laisse.
4. de marcher en dehors des allées et en particuliers sur les pelouses et les massifs.
5. de jeter des papiers et autres déchets ailleurs que dans les poubelles.
6. de jeter ou déposer quoi que ce soit dans n'importe quelle partie du parc ou dans le lac.
7. de lâcher, déposer ou abandonner des animaux dans le parc ou dans le lac (poissons, tortues, oiseaux...).
8. de pêcher ou patauger dans le lac ou les bassins.
9. de donner à manger aux animaux du parc zoologique et de la serre exotique.
10. de déplacer, se coucher ou monter debout sur les bancs.
11. de détériorer, taguer ou abimer tous les éléments bâtis, panneaux, barrières, mobiliers et dallages.
12. de monter sur les murs et murets.
13. de grimper aux arbres, couper, cueillir et abimer des végétaux y compris fleurs et graines.
14. d'utiliser des appareils sonores.
15. de pousser des cris, de courir, de se livrer à des jeux ou à des exercices dangereux pouvant occasionner des accidents ou des dégâts.
16. de gêner le travail des jardiniers et autres employés.
17. d'enlever, de déplacer les panneaux et affichettes.
18. de pratiquer quelque activité commerciale.
19. de distribuer des prospectus et de coller des affiches.

ARTICLE 8 : Les tournages de film et reportages photos à titre commercial, promotionnel et professionnel sont soumis à autorisation de la collectivité.

ARTICLE 9 : Toute personne qui contrevient au présent règlement sera expulsée aussitôt des lieux sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées contre elle, conformément à la loi.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulon sis 5, rue Racine – BP40510 – 83041 TOULON CEDEX CEDEX 9 – Téléphone 04.94.42.79.30 – par télécopie 04.94.42.79.89. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 11 : Monsieur le Commissaire de Police, Madame la Directrice Générale des Services, le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Publié le 1 - FEV. 2023

Fait à Hyères le 23 janvier 2023

Pour le Maire,
L'Adjoint à la Sécurité,
Remy THIEBAUD



Accusé de réception en préfecture
083-218300697-20230201-190-AR
Date de réception en préfecture : 01/02/2023
Date de réception en préfecture : 01/02/2023
M. le Commissaire de Police.

